

Unité inter-départementale Gard-Lozère  
89 RUE WEBER  
CS 52002  
30907 Nîmes

Nîmes, le 13/01/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/12/2024

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SABLEX**

Route de Bagnols  
30330 Tresques

Références : -  
Code AIOT : 0018100049

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/12/2024 dans l'établissement SABLEX implanté Devois de l'Estang 30330 Tresques. L'inspection a été annoncée le 15/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Inspection 2024

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SABLEX
- Devois de l'Estang 30330 Tresques
- Code AIOT : 0018100049
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Cette installation est autorisée au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement par l'arrêté préfectoral n° 09-136N du 30 novembre 2009.

Elle avait précédemment fait l'objet d'un arrêté préfectoral d'autorisation au nom de la société Xella Thermopierre (SIPOREX) en date du 16 décembre 2003. Les sables produits sur le site étaient utilisés dans le processus de fabrication de l'usine SIPOREX située à quelques kilomètres. L'arrêté préfectoral en date du 7 juillet 2004 a autorisé la société SABLEX à se substituer à la société Xella Thermopierre .

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Consistance des installations classées	AP Complémentaire du 20/01/2020, article 1	Demande d'action corrective	6 mois
2	Consistance des installations classées	AP Complémentaire du 20/01/2020, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Phasage de réhabilitation du site	Arrêté Préfectoral du 30/11/2009, article 8.4	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
6	Plan de gestion des déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
7	Registre et plans	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
8	Limitation des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 30/11/2009, article 3.9	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
9	Prévention des pollutions	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.2	Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
10	Gestion générale des déchets	Arrêté Préfectoral du 30/11/2009, article 5.1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
11	Aires et cuvettes étanches	Arrêté Préfectoral du 30/11/2009, article 11.2.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription	15 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Garanties financières	Code de l'environnement du 08/07/2023, article R 516-2	Sans objet
4	Rapport annuel	Arrêté Préfectoral du 30/11/2009, article 2.3	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection met en évidence :

- le non respect du tonnage autorisé et un léger dépassement de la cote limite d'extraction;
- l'absence de justificatif des puissances des installations;
- le non-respect du plan de phasage;
- l'absence de mise à jour du plan de gestion des déchets;
- l'absence de mise à jour du plan d'exploitation;
- l'absence de réalisation des analyses au droit du débourbeur déshuileur;
- l'absence de matérialisation de l'aire de bâchage des camions;
- le non respect du tri des déchets internes;
- l'absence de cuvette étanches;

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Consistance des installations classées

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 20/01/2020, article 1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Caractéristiques de l'exploitation
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] Les caractéristiques de l'exploitation autorisée sont les suivantes :</p> <p>Tonnages maximum annuels à extraire et à traiter : 300 000 tonnes (sables siliceux : 250 000 t - quartzite 50 000 t)</p> <p>Volume maximum autorisé : 6 224 000m<sup>3</sup> : 6 070 000 m<sup>3</sup> de sables siliceux ( 12 750 000 t - d= 2.1) 154 000 m<sup>3</sup> de quartzite (340 000t - d= 2.2)</p> <p>Superficie totale de l'ensemble des terrains concernés : 554 747m<sup>2</sup></p> <p>dont superficie de la zone à exploiter : 225 222 m<sup>2</sup></p> <p>Substances pour lesquelles l'autorisation est accordée : sables siliceux et quartzite</p> <p>Modalités d'extraction : engins mécaniques</p> <p>Épaisseur d'extraction moyenne : 50 à 60m</p> <p>Cote limite NGF d'extraction : 80m NGF [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les quantités de sables siliceux extraits déclarées par l'exploitant sur GEREPE s'élèvent à 257 370 t en 2023 et à 291 700 t en 2022, dépassant de facto le tonnage autorisé par l'arrêté d'autorisation complémentaire susvisé.</p> <p>L'exploitant explique que le marché du quartz n'étant pas florissant, il concasse le quartz extrait afin de produire des sables quartzites, lesquels sont réinjectés dans le volume des sables siliceux lors de la phase de traitement des matériaux. Par conséquent lors de ses déclarations, il ne</p>

déduisait pas la part de sables quartzite du volume de sables siliceux.

Le plan d'exploitation de novembre 2023 réalisée par DMN Géomètres-experts présente au point bas de la zone exploitée en 2023 une cote de 79.61m NGF en léger dépassement de la cote limite NGF d'extraction fixée à 80mNGF.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il appartient à l'exploitant de déclarer les volumes de quartz effectivement produits et de respecter les quantités imposées par l'arrêté préfectoral complémentaire susvisés;  
Concernant la cote limite d'extraction autorisée, l'exploitant est mis en garde de limiter son extraction à la cote autorisée.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois

**N° 2 : Consistance des installations classées**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 20/01/2020, article 1

**Thème(s) :** Situation administrative, Puissance des installations de traitement

**Prescription contrôlée :**

Les installations de traitement sont constituées par:

- une installation fixe de criblage et de lavage des sables ( 207.6kW);
- une installation mobile de concassage et de criblage de la quartzite et des refus de criblage des sables (270kw)

**Constats :**

L'exploitant n'a pas pu justifier du respect de la puissance de son installation fixe de criblage et de lavage des sables, ni de celle de l'installation mobile de concassage et de criblage de la quartzite.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant est tenu de justifier du respect de la prescription notamment par la fourniture des documents justificatifs à transmettre à l'inspection.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 3 : Garanties financières**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 08/07/2023, article R 516-2

**Thème(s) :** Situation administrative, Renouvellement des garanties financières

**Prescription contrôlée :**

Les garanties financières [...]doivent être renouvelées au moins trois mois avant leur échéance.

<b>Constats :</b>  L'exploitant a transmis à l'inspection l'acte de cautionnement solidaire de la Banque populaire Méditerranée daté du 3 décembre 2024, d'un montant de 486 946 euros calculé sur la base de l'indice TP01 d'août 2024 d'une valeur de 130.1. (parution au JO du 16/10/2024).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Rapport annuel

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/11/2009, article 2.3
<b>Thème(s) :</b> Autre, Rapport de synthèse
<b>Prescription contrôlée :</b>  Un rapport de synthèse est établi chaque année. Ce rapport argumenté comportant chiffres, schémas et diagrammes doit faire apparaître : <ul style="list-style-type: none"> <li>• les vérifications de la conformité au présent arrêté et leurs conclusions;</li> <li>• les enregistrements effectués sur les différents indicateurs de suivis;</li> <li>• les renseignements importants tels que les dépassements de norme de rejet et le traitement de ces anomalies;</li> <li>• les résultats des tests et exercices;</li> <li>• la prise en compte du retour d'expérience des incidents, accidents et alarmes survenus dans l'établissement ou sur d'autres sites similaires;</li> <li>• le point de l'avancement des travaux programmés, phasage d'exploitation...[...]</li> </ul>
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté à l'inspection le rapport annuel 2023 comprenant les attendus fixés par la prescription susvisée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Phasage de réhabilitation du site

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/11/2009, article 8.4
<b>Thème(s) :</b> Autre, Plan de phasage
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le développement dans le temps des travaux de réhabilitation est fixé selon le schéma d'exploitation et de remise en état annexé au présent arrêté. La durée de l'autorisation est divisée en période pluriannuelle A chaque période correspond un montant de garantie financière permettant la remise en état maximale au sein de cette période. Le schéma d'exploitation et de remise en état en annexe présente les surfaces à exploiter et les modalités de remise en état pendant ces périodes. Le montant des garanties financières permettant d'assurer la remise en état de la carrière, à chacun des termes des périodes est fixé plus haut. Les opérations de remise en état prévue à l'échéance de chaque phase quinquennale doivent être terminées au plus tard six mois avant l'échéance de la phase quinquennale considérée.

<p><b>Constats :</b></p> <p>Le plan de phasage prévoit à T+15 un réaménagement sur trois zones au sud-est du site :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• zone 1 située entre l'installation de traitement et le bassin de décantation;</li> <li>• zone 2 jouxtant l'installation de traitement et longeant le périmètre d'extraction face à la départementale 5;</li> <li>• zone 3 à l'extrémité sud-est du site;</li> </ul> <p>L'inspection a constaté que la nature a repris ses droits sur les zones 1 et 2. Quant à la zone 3 elle n'a pas été réaménagée.</p> <p>Par ailleurs, le plan d'exploitation fourni par l'exploitant identifie ces zones comme étant des zones de matériaux inertes 2023 et non des zones réaménagées.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant est tenu de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• se mettre en conformité avec le phasage prévu dans son arrêté préfectoral et de procéder à la remise en état des zones concernées ou,</li> <li>• porter à la connaissance de l'inspection l'actualisation des plans de réaménagement avec les zones en cours d'exploitation et celles définitivement remise en état ainsi que la mise à jour des garanties financières et des plan de phasage idoines.</li> <li>• mettre à jour son plan d'exploitation en y indiquant les zones déjà réaménagées.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 6 mois</p>

**N° 6 : Plan de gestion des déchets**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan de gestion des déchets</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté un plan de gestion des déchets datant de 2018.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant est tenu de mettre à jour son plan de gestion des déchets tous les cinq ans conformément à l'arrêté ministériel susvisé et le transmettre à l'inspection.</p>

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 7 : Registre et plans

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Plan d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>Pour chaque carrière à ciel ouvert est établi un plan d'échelle adapté à sa superficie. Sur ce plan sont reportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;</li> <li>• les bords de la fouille ;</li> <li>• les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;</li> <li>• les zones remises en état ;</li> <li>• la position des ouvrages visés à l'article 14-1 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales.</li> </ul> <p>Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.</p>
<b>Constats :</b>  <p>Le plan présenté à l'inspection a été réalisé par DMN Géomètres- experts et est daté du 27 novembre 2023. Les zones de remise en état ne sont pas matérialisés sur le plan.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <p>L'exploitant est tenu de mettre à jour son plan d'exploitation sur lequel doivent être matérialisés l'ensemble des éléments prévus par la prescription susvisée.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 8 : Limitation des rejets aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/11/2009, article 3.9
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, rejets d'eaux
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>Les rejets d'eaux doivent faire l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter sans dilution, en particulier, les valeurs limites suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• le pH doit être compris 5.5 et 8.5;</li> <li>• la température doit être inférieure à 30°C;</li> <li>• les matières en suspension totale (MEST) doivent avoir une concentration inférieure à 35</li> </ul>



<p>mg/l (Norme NFT 90105);</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (D.C.O) doit avoir une concentration inférieure à 125mg/l (norme NFT 90101);</li> <li>les hydrocarbures doivent avoir une concentration inférieure à 10mg/l (norme NF EN ISO 9377-2)</li> </ul> <p>La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange ne doit pas dépasser 100mg/Pt/l.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'aire de ravitaillement est équipé d'un débourbeur déshuileur sur lequel l'exploitant déclare n'avoir pas fait procéder aux analyses prévues par son arrêté préfectoral.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant est tenu de réaliser les analyses prévues par l'arrêté préfectoral et de transmettre les résultats à l'inspection.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N° 9 : Prévention des pollutions

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Poussières</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]L'exploitant prend les dispositions suivantes pour prévenir et limiter les envols de poussières : les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules et engins de l'installation sont aménagées et convenablement nettoyées [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a constaté que l'aire de bâchage pour les camions avant leur sortie du site n'est pas matérialisée et indiquée.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il appartient à l'exploitant de matérialiser une aire de bâchage à l'entrée du site et d'y apposer un panneau identifiant clairement cette aire.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

**N° 10 : Gestion générale des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/11/2009, article 5.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les déchets internes à l'établissement doivent être collectés, stockés et éliminés dans des conditions qui ne soient pas de nature à nuire aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement susvisé. Toute disposition doit être prise permettant d'éliminer les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation économiquement possibles. Les diverses catégories de déchets doivent être collectées séparément puis valorisées ou éliminées dans des installations appropriées.
<b>Constats :</b>  L'inspection a constaté la présence d'une benne au droit de l'installation de traitement, qui contient des déchets de nature différente.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant est tenu de procéder au tri des déchets internes sur le site et de s'assurer de leur évacuation par les filières prévues par le code de l'environnement.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 11 : Aires et cuvettes étanches**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/11/2009, article 11.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Stockage de produits chimiques
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100% de la capacité du plus grand réservoir ; - 50% de la capacité des réservoirs associés.[...]
<b>Constats :</b>  Au droit de la zone d'exploitation, l'inspection a constaté le stockage de fûts d'huile, d'ADBLUE et d'autres produits non identifiés par le sous-traitant dans un conteneur de chantier non étanche et dépourvu de rétention. Dans le local forage, l'inspection a également constaté la présence de produits chimiques dépourvus de rétention.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>

Il est demandé à l'exploitant d'évacuer tous les produits stockés dans le local forage et d'identifier les produits stockés dans le conteneur, se procurer les FDS et les stocker sur rétention. Les FDS ainsi que la preuve de l'enlèvement de ces produits chimiques sont à transmettre à l'inspection.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 15 jours